



RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE DE PROTECTION OGROSSAGOU ET GUIWAGOU DANS LE CERCLE DE BANKASS

28 – 30 mars 2019

Contacts

Albert-Philip Burger d'Haem
Directeur Pays
albert-philip.dhaem@drc.ngo

Noémie Maclet
Coordinatrice Protection
coordoprotection-ml@drc-wa.org
+223 66 74 75 31

I. CONTEXTE

Le cercle de Bankass est aujourd'hui au centre des violences intercommunautaires qui déstabilisent la région de Mopti. Depuis le début de l'année 2019, le cercle de Bankass a enregistré des dizaines de cas d'attaques impliquant différents Groupes Armés Organisés (GAO) actifs dans la zone, et affectant directement les populations civiles. La création de GAO autoproclamés d'autodéfense, souvent montées sur base identitaire, a largement endommagé les relations intercommunautaires entre populations dans le cercle de Bankass.

Le bilan de l'attaque du village d'Ogossagou-Peulh par des individus armés est le plus lourd depuis le début du conflit affectant les cercles du Pays Dogon :

- **Au moins 160 morts**, dont 154 ensevelis dans trois tombes communes [Source : gendarmerie, OCHA] ;
- **65 blessés enregistrés au CSRéf**, dont 28 hommes, 37 femmes, 22 enfants. Parmi ces personnes nécessitant une prise en charge médicale d'urgence, **42 blessés graves** (dont 21 enfants) ont été évacués à l'Hôpital Sominé Dolo à Sévaré [Source : CSRéf de Bankass].
- **410 maisons brûlées, 80 greniers brûlés** et des dizaines d'animaux abattus [Source : Gendarmerie].

Le village de Welingara, voisin d'Ogossagou-Peulh, a également été menacé le même soir. Néanmoins, les populations ont pu fuir vers le village de Guiwagou avant l'arrivée des assaillants. Ces derniers ont assassiné les personnes restées sur place, dont une femme âgée. Depuis l'attaque, les survivants se déplacent vers Guiwagou, ainsi que vers Diamnaty pour rejoindre les principaux centres urbains (Bankass, Sévaré). Des dizaines de survivants sont encore actuellement à Ogossagou-Peulh. Le village voisin d'Ogossagou-Dogon, séparé du premier par une route, n'a pas été affecté par les violences du 23 mars 2019.

Suite à cette attaque, le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a déployé une équipe constituée de 3 Officiers Psychosociaux, 1 Officier Protection de l'Enfance, 1 Moniteur de Protection, 1 Superviseur de Protection, 1 Responsable de Projet Protection et un Point Focal Sécurité sur les sites de Ogossagou-Peulh, Guiwagou, Diamnaty, et au sein du CSRéf de Bankass pour évaluer les besoins prioritaires de protection des populations survivantes à l'attaque. Du fait de la nature des violences, et des informations préliminaires transmises par la première mission d'évaluation conjointe du 25 mars 2019 et par le CICR le 26 mars 2019, une attention particulière a été portée à l'évaluation des besoins de prise en charge psychosociale d'urgence pour les survivants de l'attaque.

Les résultats de cette évaluation rapide de protection sont détaillés dans le rapport ci-dessous. Globalement, les habitants d'Ogossagou-Peulh et de Welingara ainsi que les déplacés de ces deux villages sont aujourd'hui extrêmement vulnérables sur tous les plans. La destruction des habitations, des greniers, et la perte de leur bétail les expose à des risques de protection majeurs. Le choc traumatique des attaques est palpable, et nécessite une réponse psychosociale immédiate pour réduire le niveau de stress des survivants, les accompagner dans leur récupération, et dans le processus de reconstruction tant matériel qu'individuel.

II. METHODOLOGIE

La mission d'évaluation s'est déroulée du jeudi 28 mars au samedi 30 mars 2019. Les équipes sont actuellement sur place une semaine supplémentaire pour assurer la prise en charge psychosociale des survivants les plus vulnérables, ainsi que pour former les répondants des CSRéf, du Développement Social, de la Promotion Féminine et de la CAFO aux premiers secours psychologiques¹.

La descente sur les sites de Ogossagou-Peulh, Guiwagou, Diamnaty et au CSRéf de Bankass a été coordonnée avec la mission d'évaluation conjointe menée par les acteurs du RRM (NRC, DCA), ainsi qu'avec l'ONG IMADEL. Les données relatives aux besoins de protection ont été collectées par l'équipe de mise en œuvre de DRC durant 3 jours de la manière suivante :

- **Rencontres avec l'administration locale et les forces de sécurité à Bankass** (personnel et encadrement du CSRéf de Bankass, Développement Social, Préfecture, Mairie et Gendarmerie).
- **Focus groups menés avec les survivants de l'attaque du 23 mars 2019** : 2 focus groups menés avec des hommes adultes, 2 focus groups menées avec les femmes adultes, 1 mené avec les jeunes filles, et 1 mené avec les jeunes garçons. Au total, l'équipe de DRC a échangé avec 10 hommes et 7 femmes à Ogossagou, 10 hommes et 10 femmes à Guiwagou, et 7 hommes et 7 femmes à Diamnaty.
- **Entretiens individuels** avec les chefs de villages et les leaders communautaires sur les 3 sites (3 hommes et 2 femmes à Ogossagou, 3 hommes et 1 femme à Guiwagou, et 2 hommes et 1 femme à Diamnaty).
- **Observation au niveau des sites** par les équipes de protection de DRC.

III. ANALYSE DES BESOINS PRIORITAIRES DE PROTECTION

Lors des descentes des équipes de DRC sur le site d'Ogossagou-Peulh, les équipes de DRC ont comptabilisé un total de 40 ménages, composés de 150 personnes (45 hommes, 50 femmes, 25 filles et 30 garçons). Ces chiffres sont inférieurs à ceux communiqués par la mission d'évaluation interagences menée le 25 mars 2019, ce qui peut s'expliquer par le départ continu des survivants vers les sites de Guiwagou, de Diamnaty, de Bankass, ou d'autres axes non-identifiés. Les personnes identifiées sur les sites sont à la fois des personnes âgées, des hommes, des femmes, ainsi que des jeunes filles et des jeunes garçons.

Les personnes déplacées du village de Welingara ont été identifiées au nombre de 54 personnes, qui se sont déplacées vers Guiwagou, Diamnaty, Sévaré, ainsi que Bamako. Il semble que certaines personnes ont choisi de fuir vers le Burkina Faso voisin (estimation de 3'000 Maliens qui sont arrivés dans la Boucle du Mouhoun ; source : monitoring de protection DRC/Burkina Faso).

Les villages d'Ogossagou-Peulh et Ogossagou-Dogon, séparés par une route, ne se fréquentent plus du tout depuis l'attaque, bien que cette situation de non-communication remonte à plusieurs mois. La méfiance entre les populations des deux villages est à un niveau très élevé, et toute communication entre les deux villages est rompue.

a. Aperçu par thématiques prioritaires

L'analyse des besoins prioritaires par site a mené aux conclusions suivantes :

¹ Tout partenaire prévoyant de se déployer sur Ogossagou-Peulh, Guiwagou, Diamnaty et Bankass peuvent solliciter l'appui de DRC pour une formation de courte durée en Premiers Secours Psychologique. DRC répondra dans la mesure du possible à ces sollicitations.

- **Ogossagou-Peulh** : les populations restées sur place nécessitent une assistance psychosociale d'urgence leur permettant de réduire le traumatisme lié à l'attaque, et de préparer la reconstruction du village. Les équipes de DRC ont relevé un niveau de stress et d'anxiété particulièrement élevé, mêlé à des angoisses liées à la culpabilité d'être encore en vie et de ne pas pu avoir protégé les personnes attaquées, ainsi qu'à la peur d'être à nouveau la cible de violences. Selon les personnes interrogées, le sentiment d'insécurité ne diminue pas malgré la présence des FAMa aux alentours du site. Les personnes les plus vulnérables (personnes âgées sans soutien, femmes seules, enfants orphelins) nécessitent un accompagnement particulier afin de réduire leurs vulnérabilités aux risques de protection. A titre d'exemple, l'insécurité alimentaire liée à la destruction des greniers et provisions ainsi que le manque d'eau potable dû à la contamination du puits par les corps des personnes assassinées obligent les survivants d'Ogossagou-Peulh à sortir du village pour s'approvisionner. La présence de GAO qui restent actifs dans la zone, a été relevée par plusieurs personnes interrogées. Il est urgent de déployer rapidement une assistance multisectorielle permettant d'approvisionner les survivants d'Ogossagou-Peulh des produits de première nécessité.
- **Guiwagou** : les populations de Guiwagou proviennent majoritairement de Welingara, et ont pu fuir avant l'arrivée des individus armés. Les communautés hôtes de Guiwagou ont consenti à accueillir les populations déplacées immédiatement, bien que les besoins soient énormes en termes de sécurité alimentaire, d'abris, ainsi que de produits de première nécessité. Le niveau de stress et d'anxiété des populations ayant fui Welingara est élevé : la peur d'être attaqué, l'incertitude quant au niveau de destruction des biens personnels, et l'incertitude quant à un possible retour sur les sites.
- **Diamnaty** : Contrairement aux deux sites précédents, le site de Diamnaty accueille des populations déplacées en transit, dont l'objectif est de partir vers les centres urbains de Sévaré et de Bamako, ou vers le Burkina Faso. A la recherche d'un moyen de transport sûr, la plupart des personnes identifiées présentent des besoins identiques aux survivants d'Ogossagou et de Guiwagou en termes d'assistance en vivres, non-vivres, abris, et habillement. Du fait du caractère transitoire de leur passage sur Diamnaty, une prise en charge psychosociale, qui serait nécessaire, est difficilement envisageable. L'administration des premiers secours psychologiques peut néanmoins contribuer à améliorer le ressenti psychologique des personnes transitant par Diamnaty.
- **Bankass** : Les personnes prises en charge au sein du CSRéf ont été blessées, certaines grièvement, au cours de l'attaque. Un nombre important d'enfants orphelins et non-accompagnés y séjourne. Au-delà de la blessure physique, la souffrance psychologique des personnes prises en charge au CSRéf de Bankass est très élevée. Les soignants se disent mal équipés pour faire face à la détresse des survivants, et sollicitent l'appui des organisations offrant une prise en charge psychosociale pour répondre à ces besoins, et former les équipes de prise en charge.

b. Aperçu par thématiques prioritaires

Violence physique et déni de vie

Les populations d'Ogossagou-Peulh et Welingara ont témoigné être victimes d'attaques physiques par des groupes et individus armés depuis plusieurs mois. La présence de GAO sur les routes et dans la brousse, lié au manque d'infrastructures de base et de ressources alimentaires sur place, obligent les populations à se déplacer pour se rendre sur les sites de pâturages, sur les foires des villages environnants, ou vers Bankass pour accéder aux infrastructures éducatives ou de santé. Des

témoignages d'attaques et d'assassinats ont été partagés par plusieurs des personnes interrogées. Les femmes et les enfants, ainsi que les jeunes hommes, sont les groupes les plus touchés par ces violences.

Par ailleurs, le village d'Ogossagou-Peulh avait été attaqué le 15 janvier 2019 par des hommes armés, soit 15 jours après l'attaque du village de Koulogon qui avait fait plus de 35 morts. L'attaque du 23 mars 2019 a été marquée par sa brutalité. Les personnes interrogées font état de cas de mutilations des corps sans vie du chef de village et du marabout. Les organes génitaux, le cœur et la tête des victimes ont été emportés. Deux cas d'éviscération de femmes enceintes ont également été rapportés.

Besoins essentiels et services essentiels

Les personnes interrogées ont souligné leur inquiétude vis-à-vis de l'accès à l'assistance humanitaire. Plusieurs craignent que la présence de GAO dans la zone entraîne des détournements de l'aide humanitaire.

Les survivants de Ogossagou ne bénéficient d'aucun accès aux soins de santé ou à l'éducation sur le site du village. Il en est de même pour les populations déplacées à Guiwagou, où l'école a fermé par peur de représailles contre les enseignants par les groupes armés actifs dans la zone. L'insécurité dans la zone limite l'accès des populations aux soins de santé : sur l'ensemble des sites visités, les personnes interrogées ont témoigné ne pas se rendre aux CSCOM de Dimbal et de Bankass, et ce avant même l'attaque du 23 mars 2019, par peur de croiser des groupes armés sur la route. Les personnes prises en charge au CSRéf de Bankass ont partagé leurs inquiétudes d'être ciblées du fait de leur appartenance ethnique.

Les besoins en assistance d'urgence sont particulièrement importants au niveau d'Ogossagou-Peulh, où la population n'a plus accès à ses réserves en eau potable après l'attaque du 23 mars 2019, l'unique puit du village ayant été souillé par les corps des personnes assassinées. Les habitants d'Ogossagou-Peulh n'osent plus se rendre sur les foires des villages avoisinants, et sur la foire de Bankass, par peur d'être attaquée.

Déplacements forcés

Les flux de population suite à l'attaque du 23 mars 2019 semblent s'intensifier.

- Le 23 mars 2019, la population de Welingara a fui vers Guiwagou. Les déplacés sont logés en familles d'accueil, qui les ont accueillis dès le soir de l'attaque et montre une empathie visible.
- Dès le lendemain de l'attaque, des déplacés de Welingara et d'Ogossagou-Peulh sont partis en direction de Diamnaty, avec l'objectif de poursuivre la route vers les centres urbains de Bamako et de Sévaré, ou vers le Burkina Faso. Les déplacés sont installés au bord du goudron, à la recherche de moyens de transport leur permettant de poursuivre le trajet jusqu'à la destination finale.

Violence basée sur le genre

Les discussions tenues avec les personnes survivantes de l'attaque du 23 mars n'ont pas relevé de violences sexuelles et basées sur le genre perpétrées contre les habitants d'Ogossagou-Peulh et de Welingara, au-delà de l'éviscération de deux femmes enceintes.

Néanmoins, les femmes et les jeunes filles interrogées ont fait état de violences perpétrées à leur égard en amont de l'attaque, par des groupes armés en périphérie des villages. Ces violences incluent des viols et des agressions physiques et sexuelles lors de leur sortie du village pour se rendre aux foires ou dans la brousse. L'absence de latrines sur les sites contribue à largement augmenter leurs

vulnérabilités. Les viols sont commis par des individus n'appartenant pas à la communauté. Les GAO d'autodéfense actifs au sein du village avant l'attaque du 23 mars avaient mis en place un système de surveillance afin de protéger les femmes et filles se rendant dans la brousse à la recherche du bois de chauffe, sur les foires ou pour d'autres besoins. Ils se sont désarmés durant le processus DDR. L'assassinat de l'ensemble de ses membres lors de l'attaque écarte désormais ce mécanisme de protection, et fait craindre à une augmentation des menaces contre les femmes et les filles.

Au sein des villages, les jeunes filles sont victimes de mariages précoces et forcés, et sont souvent victimes de dénis d'accès de ressources et d'opportunité. Ces risques augmentent suite à l'attaque du 23 mars 2019, notamment du fait de l'augmentation du nombre de femmes veuves sur les sites.

Les femmes et les filles ne se sentent pas en sécurité.

Mécanismes d'adaptation

Les mécanismes d'adaptation des populations touchées par l'attaque diffèrent selon les sites.

A Guiwagou, les communautés hôtes ont accueilli les personnes déplacées au sein de leur foyer. Certains habitants des villages voisins ont apporté une assistance aux personnes déplacées en baril d'eau, et ont partagé l'assistance reçue par ailleurs avec les déplacés. La forte croyance religieuse des populations déplacées et des populations hôtes joue un rôle de connecteur et facilite l'accueil des habitants de Welingara ayant fui les violences.

A Ogossagou-Peulh, la chefferie du village est assurée par le fils du défunt chef de village, assassiné lors de l'attaque aux côtés du marabout et de plusieurs conseillers. Durant l'attaque du village, les membres démobilisés du groupe d'autodéfense du village ont été tous tués. Les habitants ont fait état de l'arrivée d'un GAO qui vise à sécuriser le village contre de potentielles attaques ou menaces.

Vulnérabilité

Les survivants de l'attaque d'Ogossagou-Peulh et les personnes déplacées cumulent un nombre important de vulnérabilités, soulignant l'urgence d'une réponse multisectorielle rapide. La majorité de ces personnes sont en manque d'abris, d'eau potable, de vivres et non-vivres, et ont perdu l'ensemble de leurs biens et bétails dans l'incendie du village.

Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés aux risques de protection, et ont de larges besoins spécifiques en couches, vêtements et chaussures, ustensiles de cuisine, et kits d'hygiène. L'absence d'eau propre sur le site d'Ogossagou-Peulh fait craindre l'émergence de maladies liées à l'insalubrité du site, et à la contamination du puit.

Sur le site d'Ogossagou-Peuls et à Guiwagou, les personnes interrogées ont largement insisté sur leurs attentes en termes de soutien de la part de l'Etat et de la communauté humanitaire pour entreprendre rapidement la reconstruction de leur village. Parmi les personnes interrogées, une forte solidarité a été observée par l'équipe de DRC : aucune barrière ou vulnérabilité spécifique n'a été relevée en termes de castes, de clans, ou de familles.

IV. Sentiment de sûreté

Les survivants ayant choisi de se déplacer vers Guiwagou et Diamnaty, ou vers des villages avoisinants, ont fait part de leurs craintes d'être attaqués sur la route, qu'ils empruntent à pied, ou en charrette.

La composante ethnique est centrale dans les discours des personnes interrogées et détermine le sentiment de sécurité

V. Ressenti psychologique

Les survivants de l'attaque de Ogossagou-Peulh et la population déplacée de Welingara vivent depuis le 23 mars 2019 dans un état de peur intense, et craignent le retour des assaillants. Les individus pris en charge au CSRéf de Bankass, blessés, font également état de leur angoisse d'être visés au sein même du centre de santé.

L'impact psychologique de l'attaque diffère selon les groupes.

- L'ensemble des personnes rencontrées a fait part du sentiment de peur, de colère face à l'évènement et de deuil des personnes disparues. L'anxiété et la réminiscence des événements affecte l'état des personnes survivantes de l'attaque et les personnes déplacées.
- Parmi les hommes rencontrés, le ressenti au lendemain de l'attaque oscille entre la colère et la peur, ainsi que la culpabilité d'avoir été incapables de défendre leurs pairs assassinés lors de l'attaque. Plusieurs parmi eux ont fait part de leur désir de vengeance envers les auteurs des tueries.
- Les femmes ont également manifesté des sentiments de peur, notamment relatifs aux violences sexuelles et basées sur le genre dont elles risquent d'être victimes sur les routes. Les pleurs incessants des femmes rencontrées témoignent de leur état de choc face à la brutalité des massacres. Elles ne partent plus sur les foires des villages voisins, par peur d'être attaquées.
- Les enfants survivants démontrent des sentiments de peur et de panique. Il a été aussi observé chez certains rescapés des signes de stress aigu tels que l'anxiété, des pleurs incessants, avec une manifestation comportementale telle que l'isolement, l'évitement et les cris.

L'ensemble des personnes rencontrées a partagé le besoin et volonté de bénéficier d'une prise en charge psychosociale spécifique.

VI. Accès à l'assistance

Les villages de Ogossagou-Peulh et de Guiwagou sont des villages facile d'accès situés respectivement à 14km et 18km de Bankass. Ils sont accessibles par une piste non bitumée. La route a été sécurisée, et aucun groupe armé n'a été identifié sur la route. Les populations ont néanmoins peur d'attaques potentielles sur la route, et ne souhaitent pas sortir des villages pour se rendre auprès des structures de prise en charge à Bankass, ou ailleurs. Les communautés hôtes de Guiwagou et Diamnaty ont soutenu les besoins des déplacés, mais font également face à un certain nombre de besoins qu'il conviendra de couvrir pour maintenir la solidarité inter-groupes.

Les personnes rencontrées ont mentionné durant les discussions menées au niveau de Ogossagou-Peulh et Guiwagou le risque d'approfondissement des tensions intercommunautaires lors du déploiement de l'assistance sur les sites. En effet, si aucun risque de protection n'a été mentionné au sein des deux villages du fait de la solidarité des populations et de la cohésion communautaire, la composante ethnique influe dans les opinions locales favorables ou non à l'assistance envers les groupes affectés. Néanmoins, les personnes interrogées souhaitent recevoir l'assistance sur le site, pour éviter tout déplacement sur les axes, où ils sont exposés à des attaques et des vols.

VII. Observations

<i>Etat d'esprit général des répondants</i>	- Globalement, les individus et groupes rencontrés font part de sentiments mêlés de colère et de peur suite à l'attaque du 23 mars. - A Ogossagou-Peulh, les survivants de l'attaque sont clairement confus et bouleversés, et dans une détresse psychologique aigue. - Les jeunes font part de leur désir de quitter le village. - La présence des acteurs humanitaires contribue à soulager et calmer les rescapés. Les personnes rencontrées sur l'ensemble des sites se sont rendues disponibles pour appuyer les évaluateurs pendant toute la mission. Elles ont néanmoins fait peur de leur besoin de bénéficier d'une assistance urgente en vivres et en NFI.
<i>Représentativité</i>	- L'équipe de DRC a pu rencontrer des leaders survivants de l'attaque, des femmes leaders, des jeunes hommes et femmes, ainsi que des enfants. - Chaque participant aux groupes de discussion a exprimé son besoin de partager son ressenti après l'attaque. Le besoin de parler, de partager les souffrances vécues est palpable parmi la population.
<i>Signes de tensions et de stress</i>	- Il est visible que les rescapés de la journée du 23 mars 2019 sont dans un état de peur et de colère suite à l'évènement. - Les enfants orphelins pleurent intensément leurs parents disparus tandis que les femmes manifestent des sentiments de détresse et de désarroi, caractérisé par des pleurs incessants. - Les hommes tentent d'inhiber leur état de détresse face aux visiteurs, mais celui-ci reste palpable.
<i>Espaces confidentiels disponibles</i>	- Dans le village de Ogossagou il n'existe pas d'espace confidentiel pour permettre de mener des prises en charge discrète. Tout le village est en ruine. - A Guiwagou, il existe un espace confidentiel dans la propriété du chef de village, qui accepte de mettre à disposition son hangar, pour permettre d'assurer une prise en charge psychosociale de manière confidentielle. Une remise en état est néanmoins nécessaire.
<i>Comportements et présence des forces de l'ordre</i>	Les FAMA sont présentes aux alentours du site de Ogossagou-Peulh, et sécurisent le village jour et nuit. Personne n'est empêché de sortir du village.
<i>Présence d'autres communautés ou groupes, soutien visible</i>	- Sur les sites d'évaluation, l'équipe d'évaluation n'a rencontré aucun Groupe Armé Organisé. - Des villages avoisinants de Guiwagou ont apporté un soutien aux déplacés et aux familles d'accueil (barils d'eau notamment). Aucun soutien extérieur n'est visible au niveau de Ogossagou-Peulh, au-delà de l'assistance humanitaire d'urgence déjà distribuée.
<i>Etat physique et présence de personnes blessées non prises en charge</i>	- Certaines personnes avec des blessures physiques légères ont été identifiées lors des focus groups à Ogossagou-Peulh. - Aucune personne blessée n'a été identifiée sur le site de Guiwagou, et Diamnaty.
<i>Réactions visibles des communautés hôtes</i>	- Dans le village de Guiwagou, les déplacés sont bien accueillis dans les familles. Les communautés hôtes font preuve de solidarité, d'empathie et d'écoute envers les personnes ayant fui. - Dans le village de Diamnaty, les déplacés ont affirmé être juste en transit en attendant d'avoir un véhicule qui accepte de les amener à Sévaré, Bamako ou Burkina. Aucune mention de relation positive ou négative avec les communautés hôtes n'a été mentionnée.

VIII. Recommandations

Afin d'assurer la protection des personnes survivantes à l'attaque au sein du village d'Ogossagou, des personnes déplacées à Guiwagou, des personnes en transit à Diamnaty et des personnes prises en charge par le CSRéf de Bankass, il est recommandé de :

A OCHA et au Cluster Protection

1. Mettre à jour et adapter la cartographie des services de protection disponibles dans le cercle de Bankass ;
2. Mettre en place un système de référencement fonctionnel sur la base de cette cartographie ;
3. Assurer le monitoring de protection sur les axes afin d'identifier les flux de déplacements, notamment vers Bankass, Sévaré, Bamako et le Burkina Faso, et pouvoir y apporter une assistance adéquate et rapide ;
4. Continuer de coordonner la réponse humanitaire pour éviter tout doublon d'assistance ou confusion des mandats.

Aux partenaires humanitaires intervenant sur les sites et services décentralisés de prise en charge :

1. Formation les répondants médicaux et autres staffs humanitaires aux notions de base des premiers secours psychologiques afin de les équiper à répondre à l'urgence ;
2. Porter une attention particulière au ciblage des bénéficiaires lors du déploiement de l'assistance humanitaire sur le site d'Ogossagou-Peulh et à Guiwagou, pour éviter des possibles tensions entre les bénéficiaires, les habitants des villages dogons avoisinants, et les communautés hôtes ;
3. Répondre rapidement aux besoins de première urgence sur le site d'Ogossagou-Peulh, et de Guiwagou ;
4. S'assurer d'obtenir l'ensemble des autorisations nécessaires auprès du Gouvernorat de la région de Mopti et de la Préfecture de Bankass pour accéder aux sites.

Aux organisations spécialisées en prise en charge PSS/santé mentale et aux services décentralisés de santé

1. Assurer la prise en charge psychosociale de tous les survivants, particulièrement les groupes les plus vulnérables (personnes âgées, femmes et enfants) dans l'objectif de prévenir le stress post traumatique ;

Des besoins en termes de WASH, d'éducation, de santé, de vivres et non-vivres ont été également identifiés lors de l'évaluation, et seront détaillés dans le rapport de la mission des acteurs du RRM.

IX. Annexes

Annexe 1. Planning de la mission d'ERP – DRC

Date	Activités	Lieux
Jeudi 28 mars 2019	Départ de la mission vers Bankass. Rencontre avec l'équipe dirigeante du CSRéf de Bankass, la Préfecture, et le Service du Développement Social et la Gendarmerie.	Bankass
Vendredi 29 mars 2019	Evaluation Rapide de Protection à Ogossagou-Peulh et Guiwagou, ainsi qu'au CSRéf de Bankass	Ogossagou-Peulh et Guiwagou CSRéf de Bankass
Samedi 30 mars 2019	Evaluation Rapide de Protection à Diamnaty, ainsi qu'au CSRéf de Bankass	Diamnaty CSRéf de Bankass
Dimanche 1 ^{er} avril 2019	Analyse des données récoltées	Bankass
Lundi 1 ^{er} Avril 2019	Accompagnement Psychoéducation et psychosocial	Ogossagou-Peulh et Bankass
Mardi 02 Avril 2019	Accompagnement Psychoéducation et psychosocial	Bankass
Mercredi 03 Avril 2019	Appui en assistance individuel de protection à Ogossagou (vêtements, pagnes, savons, autres besoins identifiés en termes d'accès aux services)	Ogossagou-Peulh, Bankass et Guiwagou
Mercredi 03 Avril 2019	Formation sur les notions de base des premiers secours psychologique, écoute active, psychoéducation avec les agents du CS Réf, développement social, promotion féminine et la CAFO	Bankass
Jeudi 04 Avril 2019	Formation sur les notions de base des premiers secours psychologique, écoute active, psychoéducation avec les agents du CS Réf, développement social, promotion féminine et la CAFO	
Vendredi 05 Avril 2019	Accompagnement psychoéducation et psychosocial	Ogossagou-Peulh et Bankass
Samedi 06 Avril 2019	Fin de mission et retour sur la base de Sévaré	Sevare

Annexe 2. Photos réalisées sur le site d'Ogossagou-Peulh

